

marches-securises.fr

PUBLICATION

ÉTABLISSEMENT

CEA Le Ripault (37)
Centre CEA Le Ripault,
DSAT/SG/BACO
BP 16
37260 Monts

AVIS DE MARCHÉ

SERVICES

Avis de marché – directive «défense», régime ordinaire

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : CEA Le Ripault (37).
Forme juridique de l'acheteur: Organisme de droit public
Activité du pouvoir adjudicateur: Éducation

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre: Mission d'assistance à maîtrise d'oeuvre pour le suivi des travaux de la rénovation de la clôture du Centre du Ripault.
Description: Mission d'assistance à maîtrise d'oeuvre pour le suivi des travaux de la rénovation de la clôture du Centre du Ripault
Identifiant interne: B26-00873.
Type de Procédure: Restreinte.
Procédure accélérée: NON.
Principales caractéristiques de la procédure: Appel d'offres restreint.

2.1.1 Objectif

Nature du marché: services.
Nomenclature principale (cpv): 71356200. 71336000.

2.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale: Place Raoul Dautry. BP 16.
Ville: Monts.
Code postal: 37260.
Code NUTS: FRB04.
Pays: France.

2.1.3 Valeur

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires de la procédure: La réglementation applicable à la présente procédure est définie par le code de la commande publique, livre 1er. S'agissant d'un appel d'offres restreint, seul un dossier de candidature est à soumettre à ce stade. Seuls les candidats retenus par le CEA seront invités à remettre une offre. 1/ ELEMENTS DEMANDES AU TITRE DE LA CANDIDATURE : • Pièces administratives – situation juridique et capacité économique / financière du soumissionnaire : Le soumissionnaire devra y fournir les informations suivantes relatives à la situation propre des opérateurs économiques, y compris les exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession : o Le formulaire DC1 (lettre de demande de participation et habilitation du mandataire par ses cotraitants) ou une lettre de demande de participation signée par une personne habilitée à engager l'entreprise ou habilitant le mandataire d'un groupement à représenter le groupement accompagnée d'une attestation sur l'honneur contenant l'ensemble des informations demandées à la page 3 dudit formulaire. o Le formulaire DC2 (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) ou tout autre document permettant de connaître le chiffre d'affaire annuel sur 3 ans ainsi que la ventilation au regard des fournitures, et prestations, objet de cette consultation. Ces formulaires sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> o Les pouvoirs autorisant le signataire des documents à engager la société, si le signataire n'est pas, de par sa qualité, habilité à engager le soumissionnaire. o Attestation d'assurance civile et professionnelle (décennale) en cours de validité, o Attestations fiscales et sociales : ? Les pièces prévues aux articles D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou D.8222-7 et D.8222-8 (cocontractant établi à l'étranger) du code du travail, qui sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, ? Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'elle a satisfait à ses obligations fiscales et sociales • Pièces administratives – références professionnelles et capacité technique du soumissionnaire: o Les références pour des réalisations de prestations similaires au cours des 5 dernières années accompagnés d'attestations de bonne exécution / certificats de capacités indiquant le montant, la date et le lieu de réalisation des prestations. o L'indication des titres d'études et professionnels du candidat et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public du candidat. Afin de vérifier que les opérateurs économiques possèdent les ressources humaines et techniques et l'expérience nécessaires pour exécuter le marché public en assurant un niveau de qualité approprié, le CEA impose aux candidats qu'ils indiquent les noms et les qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché public en question (article R.23426 du Code de la commande publique). o Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. • Autres pièces exigées par le CEA : o L'attestation d'habilitation d'une décision d'habilitation DGA en cours de validité, OU un dossier de demande d'habilitation dûment complété. Le dossier de demande d'habilitation est disponible auprès de l'Officier de Sécurité du Centre Le Ripault Tél : 02 47 34 55 67 – CEA Le Ripault – BP 16 37 260 MONTs). Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en Groupement Momentané d'Entreprises ou des sous traitants pressentis par les candidats audit marché. o L'engagement du soumissionnaire en matière de sécurité, o Le formulaire de demande d'entrée complété et copie de la carte d'identité nationale (ou passeport) en cours de validité recto verso, par

visiteur..

Base juridique : Directive 2009/81/EC

2.1.5 Conditions de passation des marchés

2.1.6 Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Avis

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale:

Faillite:

Corruption:

Concordat:

Participation à une organisation criminelle:

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence:

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental:

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme:

Fraude:

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains:

Insolvabilité:

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail:

Biens administrés par un liquidateur:

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure:

Motifs d'exclusion purement nationaux:

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché:

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché:

Coupable d'une faute professionnelle grave:

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables:

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social:

Païement des cotisations de sécurité sociale:

État de cessation d'activités:

Païement d'impôts et taxes:

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes:

Section 5 - Lot

5.1 LOT N° : LOT-0001

Identifiant interne: B26-00873.

Titre: Assistance à maîtrise d'oeuvre pour le suivi des travaux de la rénovation de la clôture du centre Le Ripault.

Description: Assistance à maîtrise d'oeuvre pour le suivi des travaux de la rénovation de la clôture du centre Le Ripault

5.1.1 Objectif

Type de marché: services.

Classification CPV: 71356200. 71336000.

5.1.2 Lieu d'exécution

Lieu d'exécution: Place Raoul Dautry. BP 16.

Ville: Monts.

Code Postal: 37260.

Pays: France.

5.1.3 Durée estimée

Durée par année(s): 7.

5.1.4 Renouvellement

5.1.5 Valeur

5.1.6 Informations générales

Les noms et qualifications professionnelles du personnel affecté à l'exécution du marché doivent être indiqués: Exigence dans l'offre

Le marché est financé au moins partiellement par des fonds de l'Union européenne: Projet de passation de marchés non financé par des fonds de l'UE.

5.1.7 Achats stratégiques

Approche de réduction des impacts environnementaux: other.

Approche de réduction des impacts environnementaux: Autre

5.1.8 Critères d'accessibilité

5.1.9 Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché.

Nombre maximal de candidats à inviter pour la deuxième étape de la procédure: 5.

Nombre minimal de candidats à inviter pour la deuxième étape de la procédure: 3.

5.1.10 Critères d'attribution

5.1.11 Documents de marché

L'accès à certains documents de marché est restreint.
Protection des informations particulièrement sensibles

5.1.12 Conditions du marché public

Une habilitation de sécurité est requise.

Description : Ce marché est un marché classifié de niveau « Secret » au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (IGI 1300). Il ne nécessite pas la détention d'informations et/ou de supports classifiés par le titulaire dans ses locaux. Les candidats doivent impérativement fournir les documents relatifs à l'habilitation indiqués dans le présent avis de marché /dans le DCE.

Date limite de réception des demandes de participation : 07/04/2026 à 16:00.

Soumission électronique : Autorisée

Catalogue électronique : Non autorisée

Langues dans lesquelles les offres ou les demandes de participation peuvent être présentées : français.

Variante : Non autorisée

Conditions de présentation :

Conditions du marché :

Conditions relatives à l'exécution du contrat : Les conditions relatives à l'exécution du contrat sont précisées dans les documents de la consultation.

Le paiement électronique sera utilisé.

Forme juridique qui doit être prise par un groupement de soumissionnaires auquel un marché est attribué : Pour l'attribution du marché, le CEA impose que le groupement momentané d'entreprises soit : - un groupement solidaire ; ou (à défaut) - un groupement conjoint avec solidarité du mandataire. Le groupement retenu sera contraint de revêtir cette forme. Il est interdit de cumuler les candidatures, en tant que candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements, y compris en tant que mandataire ; en tant que membre de plusieurs groupements.

Arrangements financiers : Règlement à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, via le portail Chorus Pro de l'Etat (<https://choruspro.gouv.fr>), sous réserve de l'acceptation préalable par le CEA de la prestation.

5.1.15 Techniques

Aucun

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et révision

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif d'Orléans

Informations relatives aux délais de recours : Le référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché. Le référé contractuel peut être introduit dans les conditions des articles L.551-13 et suivants du Code de justice administrative. Le recours en contestation de la validité du marché par un tiers peut être intenté dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité appropriées

Organisation qui reçoit les demandes de participation : CEA Le Ripault (37)

Organisation qui traite les offres : CEA Le Ripault (37)

Section 8 - Organisations

Organisation : CEA Le Ripault (37)

Nom officiel : CEA Le Ripault (37).

Numéro d'enregistrement (SIRET) : 77568501900314.

Département : Indre-et-Loire.

Adresse postale : Place Raoul Dautry.

Adresse postale : Place Raoul Dautry. BP 16.

Ville : Monts.

Code postal : 37260.

Pays : France.

Point de contact: Camille SIMON.

Adresse électronique: camille.simon@cea.fr.

Téléphone: +33 247344371.

Adresse internet: <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Profil de l'acheteur: <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

ORG-0003

Nom officiel : Tribunal administratif d'Orléans

SIRET : 17450005800022

code postal : 45057

Pays : France

Tél : +33 238775900

Fax : +33 238538516

Mail : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Site(s) internet : <https://orleans.tribunal-administratif.fr/>

Taille de l'opérateur économique : Aucun

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis :92383e01-b87d-4b27-8e31-310e00197e29

Type de formulaire: Mise en concurrence.

Type d'avis : Avis de marché – directive «défense», régime ordinaire.

Date d'envoi de l'avis: 26/03/04 à 14:36.

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français.